

---

## International Review of Community Development Revue internationale d'action communautaire



Dorval Brunelle, *Socialisme, étatismisme et démocratie*, Éditions Saint-Martin, Montréal, 1983, 175 pages

Pierre Hamel

---

Number 11 (51), Spring 1984

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1034641ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1034641ar>

[See table of contents](#)

---

Publisher(s)

Lien social et Politiques

ISSN

0707-9699 (print)

2369-6400 (digital)

[Explore this journal](#)

---

Cite this review

Hamel, P. (1984). Review of [Dorval Brunelle, *Socialisme, étatismisme et démocratie*, Éditions Saint-Martin, Montréal, 1983, 175 pages]. *International Review of Community Development / Revue internationale d'action communautaire*, (11), 200–201. <https://doi.org/10.7202/1034641ar>

ler ». Mélange de tendresse et de cruauté, d'amour et de haine, de caresses et de violences, de jouissance et de souffrance, de vie et de mort : chaque élément a sa place dans l'organicité du tout. À l'encontre de la Raison qui cherche à résoudre les contradictions de l'Histoire, Dionysos les maintient au contraire dans un équilibre tensionnel qui, ultimement, rend le présent vivable : ni angélique, ni bestial, mais simplement humain. « Ce n'est pas en se libérant des contraintes économique-politiques, ce n'est même pas en luttant contre les diverses formes de l'aliénation que la communauté existe, mais c'est peut-être en vivant au jour le jour le contradictoire passionnel et affectif » (p. 117).

Apologie de l'immobilisme, du statu quo politique, de la résignation tournée vers le « privé » ? Non, de conclure Maffesoli. Si l'orgiasme est bien, de fait, le déni et le refus d'une Histoire abstraite, il est également l'affirmation collective d'une histoire — concrète et sans majuscule — vécue dans le quotidien des jours. Une telle façon de voir, on s'en doute, risque de susciter quelques remous au sein de la République de tous ceux qui — militants ou technocrates, intervenants ou intellectuels — font profession de savoir où loge le « bonheur des hommes » et entendent le leur en indiquer rationnellement le chemin — de gré ou de force. Attention, de sourire Maffesoli en tapotant son crâne, c'est à peu près ça, vous voyez, le totalitarisme...

Pensée iconoclaste, provocante et stimulante, mais qui a aussi le mérite — et on lui en sera reconnaissant — de préciser d'entrée de jeu la modestie de ses propos : « Déterminer théoriquement ce qui "doit être" a souvent conduit aux pires des tyrannies, et ce, de quel bord politique que ce soit. Il semble plus sage que l'intellectuel s'attribue la simple fonction, à côté de bien d'autres discours, de dire son temps à sa manière... » (Avant-propos, p. 10).

#### NOTES

- <sup>1</sup> Cf., e.g., *La Violence totalitaire*, Paris, P.U.F., 1979 ; *La Conquête du présent*, Paris, P.U.F., 1979.
- <sup>2</sup> Qui reprend ici, en les inversant, les termes de Durkheim.
- <sup>3</sup> Les analyses de Maffesoli s'apparentent beaucoup, ici, à certaines perspectives assez classiques de l'anthropologie reli-

gieuse notamment développées par R. Caillois, R. Girard.

- <sup>4</sup> Ces pistes se rapprochent des analyses proposées par M. de Certeau dans *L'Invention du quotidien*, Paris, 10/18, 1980.
- <sup>5</sup> On songe évidemment à Nietzsche et à G. Bataille...
- <sup>6</sup> Un thème qui, on le sait, traverse toute l'oeuvre de H. Hesse.

**Dorval Brunelle, *Socialisme, étatismes et démocratie*, Éditions Saint-Martin, Montréal, 1983, 175 pages.**

*Pierre Hamel, Université de Montréal.*

Si nous nous référons à certains des ouvrages qu'il a publiés antérieurement, entre autres *La Désillusion tranquille* (1978) et *La Raison du capital* (1980), nous dirons que Dorval Brunelle poursuit et systématise ici une réflexion qu'il avait déjà entreprise.

La question de la démocratie dans l'histoire de la pensée politique et philosophique n'est pas un thème nouveau ! Elle sera même constamment reprise sans pourtant être jamais épuisée, comme si certaines apories étaient constitutives de sa définition. Historiquement et politiquement marquée, la réflexion sur la démocratie nous renvoie à une absence de théorie qui, entre autres, autorise un usage du terme par des courants divers et souvent contradictoires.

Si c'est là l'une des constatations qui servent de point de départ à la démarche de l'auteur, il importe avant tout de souligner que son analyse se situe au coeur des débats politiques les plus actuels. Dans le contexte de crise socio-économique et de redéfinition des rapports entre l'État et la société civile, l'enjeu de la démocratie est redevenu un débat central. Il n'y a pas moyen de

mettre en place de nouvelles conditions d'accumulation pour le capital sans brimer les libertés civiles et limiter ou à tout le moins réorienter la redistribution sociale qui était pensée, du moins en partie, en termes d'égalité. Collectivement, comme société, nous avons donc à faire des choix. Ce qui implique, préalablement, que soient clairement appréhendées les conséquences de la solution « étatiste », y compris son autoritarisme et sa nécessaire expansion bureaucratique qui s'avèrent de véritables antinomies à l'égard de la démocratie.

Se plaçant dans un champ que je situerais à la jonction de la philosophie politique et de la sociologie politique, Dorval Brunelle réalise un travail essentiel de décapage théorique, de mise à jour et de critique. Sa démarche est rigoureuse et ne fait aucune concession à l'académisme en ce sens que les questions qu'il aborde sont amenées à cause de leur pertinence tant théorique que politique.

À la suite d'une première lecture et de façon schématique je dirais que l'originalité de l'ouvrage, et en même temps de la démarche d'analyse de l'auteur,

renvoie à trois dimensions. La première consiste à tenir compte des contextes politiques différents (autant à l'Est qu'à l'Ouest) pour cerner l'évolution des enjeux de la démocratie. À ce propos l'analyse consiste précisément à nous faire voir, au-delà des différences, des similarités inquiétantes. Ainsi dans la mesure où il met en place des processus de normalisation et de répression nécessaires à l'accumulation, l'État répondrait, dans les deux cas, à une rationalité univoque: dans leurs rapports à l'industrialisation, par exemple, capitalisme et socialisme entretiennent « un recours permanent et cumulatif à l'État » (p. 27). Même chose si l'on considère le rôle que joue la planification, qu'elle soit « indicative » ou « impérative » : « aucune planification ne saurait être sociale, c'est-à-dire élaborée en fonction des besoins et aspirations de "l'ensemble" d'une société qui ne remettrait pas en cause la "rationalité" de la croissance ou du développement capitaliste ou celui du socialisme d'État » (p. 140). L'État est appréhendé ici à travers ses multiples fonctions en vue de saisir sa logique, sa rationalité qui, ultimement, se révèlent contradictoires avec tout projet démocratique.

Toutefois il ne s'agit pas uniquement d'affirmer un principe politique mais plutôt d'en cerner les fondements. Et c'est ce qui constitue à mon avis la deuxième dimension qui caractérise l'originalité de la démarche d'analyse de Dorval Brunelle. À cette fin, après avoir mis en perspective les débats sur l'État à l'intérieur de la « pensée dogmatique », il procède à une analyse du droit : « C'est en effet à la condition de lier l'État à la production du droit et à la sanction des lois que l'on peut être en mesure de cerner comment s'établissent les liens entre les conflits qui agitent la société civile et le pouvoir d'État. » (p. 95). Le droit, la norme, la sanction définis comme étant des mécanismes de régulation et de répression ne fonctionnent pas de manière abstraite. Ils s'articulent étroitement aux connaissances scientifi-

ques et à l'« ordre économique ». L'imbrication de la science, du discours juridique et du système économique s'effectuant à l'ombre de l'État : « À l'accumulation des marchandises stigmatisées par Marx, répondrait aujourd'hui l'accumulation des connaissances. Mais, un élément nous fait encore défaut ici pour lier ces réseaux les uns aux autres dans une unité qui soit à la fois juridique et économique, un élément qui permettrait de saisir en quoi la relative indépendance entre réseaux de pratiques, entre ordre juridique et ordre économique, s'est transformée dans une indissociable compénétration. Cette jonction, c'est bien sûr l'État qui l'opère. Si, en effet, le droit ou la loi se conçoivent sans État et si, de même, la pratique de l'accumulation peut être envisagée sans État, la sanction politique et sociale de la loi de l'accumulation maintenant n'est pas concevable hors du cadre de l'État. » (p. 119).

La troisième dimension que je retiendrais est plus polémique et plus « politique ». Dorval Brunelle ne se contente pas de faire état d'un débat, il prend parti ! S'il est indispensable d'analyser et de comprendre le fonctionnement de l'État, ses règles de transformation, le rôle de sa bureaucratie, il est tout aussi essentiel d'en saisir la nature profonde, sa spécificité socio-politique. Celle-ci est précisément mise à jour à travers l'opposition qui la caractérise à l'égard de la démocratie, de l'« espace de la démocratie », des pratiques démocratiques ; « [...] c'est précisément sur l'impérieuse nécessité de valider des pratiques démocratiques susceptibles d'accroître la responsabilité et la souveraineté collectives dans nos sociétés que se fonde tout espoir d'élargir l'espace de la démocratie et celui de battre en brèche un jour la domination de l'État. » (p. 171). L'État et la démocratie sont dès lors appréhendés comme étant non seulement des catégories antinomiques mais aussi des principes de socialité diamétralement opposés. C'est d'ailleurs à travers cette opposition que se

révèle le plus explicitement le statut abstrait et oppressif de l'État.

Mais l'appui que l'on prend sur les pratiques individuelles et collectives qui interviennent dans le sens d'un élargissement et aussi d'un renouvellement de « l'espace de la démocratie » pour penser la domination étatique pose lui-même problème. Est-ce que ces pratiques n'ont pas tendance elles-mêmes à s'institutionnaliser et à secréter leur propre bureaucratie ? Ensuite, à l'intérieur d'une réalité de plus en plus complexe, alors que le poids des institutions est grandissant et que s'affirment divers processus de « corporatisation », comment penser sinon le « dépérissement de l'État », du moins la réduction des inégalités sociales ? Surtout si l'on pense qu'un renouvellement de la démocratie doit nécessairement aller de pair avec une réduction des inégalités sociales, etc. Au-delà de leur formulation abstraite ces questions ont des incidences très concrètes. Et les acteurs sociaux qui tentent de définir une « alternative » à la socialité étatique y sont confrontés quotidiennement.

Dans l'essai de Dorval Brunelle, ces questions ressurgissent à plusieurs endroits. S'il est difficile pour l'instant d'y répondre, c'est avant tout parce qu'« une théorie de la démocratie nous fait actuellement tout à fait défaut ». (p. 170). Ce qui ne devrait pas nous empêcher de considérer que le travail accompli ici par l'auteur vise à combler cette lacune.